



Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Procès-verbal de la réunion du 23 février 2022

Ordre du jour :

Information par le Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Jean Asselborn, sur la situation internationale

*

Présents : Mme Simone Beissel, Mme Djuna Bernard, M. Yves Cruchten, Mme Stéphanie Empain, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Fernand Kartheiser, M. Fred Keup, M. Laurent Mosar, Mme Lydia Mutsch, Mme Nathalie Oberweis, Mme Lydie Polfer, Mme Viviane Reding, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler

M. Sven Clement, observateur délégué

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

M. Marc Angel, Mme Tilly Metz, membres du Parlement européen

Mme Rita Brors, Mme Elisabeth Funk, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Mars Di Bartolomeo

M. Charles Goerens, M. Christophe Hansen, Mme Monica Semedo, Mme Isabel Wiseler-Santos Lima, membres du Parlement européen

*

Présidence : M. Yves Cruchten, Président de la Commission

*

Information par le Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Jean Asselborn, sur la situation internationale

Le Ministre informe sur les sanctions contre la Russie adoptées par les Ministres des affaires étrangères de l'Union européenne.

La situation en Ukraine n'a principalement pas changé à celle de la veille, mais le Ministre craint que ceci ne restera pas ainsi. Si des interventions militaires passaient au-delà de la ligne de conflit actuelle, la situation se présenterait de façon plus dramatique. Dans ces

discours, le Président Poutine ne tient pas compte de faits historiques, comme par exemple le Holodomor, famine provoquée par Staline, mais nie pratiquement le droit à l'existence de l'Ukraine. Contrairement à la Russie, le Belarus n'a pas encore reconnu les deux provinces du Donbass. D'autres pays, à savoir Cuba, la Syrie, le Nicaragua et le Venezuela, les ont reconnus.

Le paquet de sanctions adopté par l'Union européenne n'est qu'un début. Les sanctions peuvent encore être renforcées. Déjà dans l'état actuel, les sanctions de l'UE dépassent celles adoptées à l'occasion de l'occupation de la Crimée par la Russie. Les sanctions visent un total de 370 personnes, dont 338 membres de la Douma ainsi que des personnes proches du Président Poutine. Par ailleurs, les sanctions touchent le secteur militaire, des sociétés ayant des relations économiques avec les provinces séparatistes, des banques, et autres. Le catalogue des sanctions compte 150 pages. Les sanctions auront pour conséquence que l'Etat russe ne pourra plus financer des obligations sur le marché européen. Le paquet des sanctions a été préparé par le Haut-Commissariat aux affaires étrangères de l'UE et a été adopté d'abord au sein du COREPER, ensuite par les Ministres des affaires étrangères de l'UE. Il sera mis en vigueur au cours de cette journée.

Le paquet ne comporte pas encore l'exclusion de la Russie du système bancaire SWIFT. Ce système permet une confirmation directe des transactions bancaires. En excluant la Russie, les transactions de la Russie vers d'autres pays et celles vers la Russie seraient arrêtées, ce qui aurait de graves conséquences pour toute la population.

La reconnaissance par la Russie des deux provinces autoproclamées autonomes pourra mener à une situation extrêmement dangereuse si la Russie choisirait d'y déployer des troupes. La population habitant proche de la ligne de démarcation est en train de quitter les lieux. Le Ministre se dit très déçu aussi sur la position du Ministre des affaires étrangères russe, Lavrov, qui est un diplomate de carrière.

Débat

Les éléments suivants peuvent être retenus de la discussion.

Selon le Ministre, il n'y a pas de preuves officielles, mais des images montrant des mouvements de troupes militaires russes vers l'Ukraine existent. Le Président Poutine semble vouloir envoyer une « mission de la paix » dans les provinces du Donbass.

La liste des personnes sanctionnées n'est pas uniquement appliquée par l'Union européenne, mais aussi par d'autres pays qui s'y sont joints. Les Etats-Unis ne veulent pas rompre tous les canaux diplomatiques avec la Russie. Si le Président Poutine et le Ministre Lavrov figuraient sur la liste, aucune démarche diplomatique ne serait plus possible. Les sanctions visent en premier lieu l'économie russe (dont en premier lieu le secteur électronique, l'énergie et les technologies). La Grande Bretagne a annoncé d'appliquer des sanctions allant plus loin que celles adoptées par l'UE. Elle n'a pourtant pas encore exclu des transactions bancaires du système SWIFT vers et en provenance de la Russie.

Les territoires séparatistes ne s'étendent pas sur la totalité des deux provinces. Le protocole de Minsk prévoyait déjà une autonomie limitée, accordant à l'Ukraine le contrôle des frontières. Or, ces parties du protocole n'ont jamais été appliquées.

Sur le plan militaire, la Russie a tout préparé pour pouvoir procéder à une invasion en Ukraine. Les moyens de l'Union européenne se limitent à la diplomatie et à l'adoption de sanctions. Une intervention militaire de l'UE ou de l'OTAN en Ukraine est exclue.

Les moyens diplomatiques de l'OSCE semblent être épuisés. La question se pose si l'OSCE devrait exclure la Russie. La stratégie de la Russie est de limiter de plus en plus le budget de l'OSCE, surtout les parties consacrées aux missions d'observation des élections. Les mêmes discussions sont actuellement menées au sein du Conseil de l'Europe.

Le but poursuivi par le Président Poutine n'est pas très clair. Il s'agira d'instaurer une sorte de « Ukraine russe », mais les précisions manquent. Une des conséquences de ce conflit sera que le prix du gaz montera. Par ailleurs, il existe le risque d'une course à l'armement. Deux éléments dont on pourrait bien se passer à l'époque actuelle, selon le Ministre.

La Turquie a livré des drones à l'Ukraine, ce qui déplaît beaucoup au Président Poutine. Il s'agit de la même technique mise à disposition par la Turquie à l'Azerbaïdjan lors du conflit au Haut Karabach. L'utilisation de ces drones peut être décisive pour l'issue d'un conflit. La stratégie du Président Erdogan n'est pas connue. Dans un premier temps, la Turquie avait misé sur la diplomatie, en invitant le Président Poutine et le Ministre Lavrov. Or, cet essai a échoué.

Jusqu'à présent, la Russie a continué à livrer du gaz aux pays européens. L'Allemagne perçoit 40% de sa consommation de gaz de la Russie, et le reste de la Norvège et des Pays-Bas. Le gaz est un des moyens de pression de la Russie sur l'UE. Des hausses de prix augmentent les revenus russes.

Dans ses discours, le Président Poutine procède à une falsification de faits historiques. Le public russe semble adopter ces vues ou, tout au moins, ne s'y oppose pas ouvertement. Ceci peut s'expliquer par la peur de subir des répressions.

Le Ministre et les membres de la Commission conviennent de se réunir à court délai si la situation l'exige.

Luxembourg, le 23 février 2022

Procès-verbal approuvé et certifié exact